

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France**

**Marché n° 2536F0234**

Vos interlocuteurs Météo-France :  
Direction des achats publics  
42, avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex 01

# Table des matières

Cahier des clauses administratives particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	4
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
10. Clause de réexamen.....	5
11. Modalités d'exécution des prestations.....	6
11.1. Bons de commande.....	6
11.2. Prestations exceptionnelles.....	6
11.3. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
12. Obligations du titulaire.....	6
12.1. Assurances.....	6
12.2. Insertion sociale.....	6
12.3. Obligations environnementales du titulaire.....	6
12.4. Secret professionnel.....	7
12.5. Transfert des données.....	7
12.6. Information et conseil.....	7
13. Opérations de vérification - admission.....	7
14. Livraisons.....	8
14.1. Modalités générales de livraison.....	8
14.1.1. Emballage.....	8
14.1.2. Accès aux locaux.....	8
14.2. Délais de livraison.....	9
14.2.1. Délais de livraison des fournitures objets du poste 1.....	9
14.2.2. Délais de livraison des fournitures objets du poste 2.....	9
15. Garantie.....	9
16. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	9
17. Propriété intellectuelle.....	10
18. Protection des données personnelles.....	10
19. Établissement des prix.....	10
19.1. Définition.....	10
19.2. Révision des prix.....	10
19.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	11
20. Paiements.....	11
20.1. Avance.....	11
20.2. Acomptes.....	11
20.3. Modalités de paiement.....	12
20.4. Intérêts moratoires.....	12
20.5. Établissement des factures.....	12
21. Cession ou nantissement des créances.....	13
22. Pièces et attestations à fournir.....	13
22.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	13
22.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	13
22.3. Liste nominative du personnel étranger.....	13
22.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	14

23. Pénalités.....	14
23.1. Pénalités pour retard.....	14
23.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	14
23.3. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	15
23.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	15
24. Résiliation.....	15
25. Litiges et attribution de juridiction.....	15
26. Dérogations.....	15

# Cahier des clauses administratives particulières

## 1. Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France.

## 2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP n° 2536F0234) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n° 2536F0234) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

5. La fiche technique complète du pluviomètre réchauffé fournie dans le mémoire technique du titulaire ;

6. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

7. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

## 3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

## 4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

- Forme du marché :

Le marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

## 5. Durée du marché public

Le marché public prend effet à sa date de notification.

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 4 / 16
--	---	-------------

Il est passé pour une durée d'un an à compter de sa prise d'effet.

À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible trois fois pour une durée d'un an de manière tacite. Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins un mois avant l'échéance.

## 6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les commandes peuvent être passées à compter de la date de prise d'effet du marché public.

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

## 7. Montant du marché public

Le montant maximal des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de 790 000 € HT soit 948 000 € TTC. Si ce montant maximal est atteint, l'accord-cadre prend fin de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

## 8. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire et par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG/FCS, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

## 9. Définition du besoin

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2536F0234. Le titulaire se conforme à ses stipulations, à défaut, Météo-France peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS.

## 10. Clause de réexamen

En application des articles R. 2194-1 à 10 du code de la commande publique, les stipulations prévues au présent contrat peuvent faire l'objet de modifications selon les modalités ci-après.

En cas de survenance de certains événements qui pourraient altérer, en cours d'exécution, l'équilibre financier du marché, le titulaire et Météo-France conviennent en concertation, des modifications à apporter, par voie d'avenant, notamment de la clause de révision des prix, que ce soit sur la structure de la formule, que sur les indices ou index à retenir, sans pour autant bouleverser l'économie initiale du marché.

En outre, les fournitures objet du présent accord-cadre étant sujettes à des évolutions techniques constantes, le titulaire et Météo-France peuvent convenir d'échanges pour discuter de la mise à jour des matériels proposés dans le cadre du présent accord-cadre, afin de présenter les nouveaux modèles et la fin de la production de ceux prévus dans le cadre du présent marché. Ce rendez-vous permet de discuter des éventuelles substitutions d'un modèle à un autre, dans des limites d'évolution de performance et de prix. En cours d'exécution, si l'ajout, le retrait ou la modification d'une ou plusieurs fournitures devient nécessaire, cet ajout, retrait ou modification

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 5 / 16
--	---	-------------

peut être pris en compte par voie d'avenant sous réserve qu'ils n'entraînent pas une modification de plus de 15 % du montant HT initial du marché à la hausse ou à la baisse.

## 11. Modalités d'exécution des prestations

### 11.1. Bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de Météo-France.

Les bons de commande sont datés et numérotés et comportent le cas échéant :

- Le numéro de l'accord-cadre 2536F0234 ;
- La désignation précise des fournitures commandées ;
- La quantité commandée ;
- Le prix unitaire et total des fournitures commandées ;
- Le montant HT et TTC du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA.

Les prix sont fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement et s'entendent selon les tranches de quantités prévues à cette même annexe.

### 11.2. Prestations exceptionnelles

Si des prestations, liées à l'objet du marché mais initialement non prévues, sont à réaliser, Météo-France en informe le titulaire et lui demande de fournir un devis sur lequel sont précisés la prestation demandée et le coût de la prestation.

Si Météo-France accepte le devis, un bon de commande est établi et adressé au titulaire avant tout début de réalisation de la prestation.

Le montant maximal de ces prestations sur la durée totale de validité de l'accord-cadre ne peut excéder 5 % du montant cumulé des bons de commande (hors prestations exceptionnelles) notifiés au moment de la commande de prestations exceptionnelles.

### 11.3. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG/FCS, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG/FCS, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG/FCS.

## 12. Obligations du titulaire

### 12.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/FCS.

### 12.2. Insertion sociale

Cet article déroge à l'article 16.1 du CCAG/FCS.

### 12.3. Obligations environnementales du titulaire

La constitution du pluviomètre doit avoir un impact écologique neutre : pas de rejet toxique et polluant.

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 6 / 16
--	---	-------------

Dans le cadre d'économies d'énergie, le réchauffage des pluviomètres doit comprendre un bornage de la consommation électrique à 250 W.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2.1 du CCAG/FCS quant à la qualité des emballages.

Le titulaire doit être en mesure de fournir à Météo-France, à tout moment durant la durée du marché, tout justificatifs permettant de vérifier le respect de ses obligations environnementales dans le cadre du présent marché public.

#### **12.4. Secret professionnel**

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

#### **12.5. Transfert des données**

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

#### **12.6. Information et conseil**

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

### **13. Opérations de vérification - admission**

Dans les soixante jours maximum après la livraison des fournitures, la direction des systèmes d'observation procède aux opérations de vérification et prononce soit le service fait valant admission des fournitures, soit l'ajournement, soit le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services. Au terme de ce délai contractuel maximum de soixante jours si Météo France n'a prononcé aucune décision, le service fait est réputé prononcé valant décision d'admission des fournitures à la date du terme du délai contractuel de livraison. Le titulaire peut alors adresser sa facture.

En cas d'ajournement, le matériel est renvoyé par Météo-France, le titulaire dispose alors de trente jours pour parfaire ses prestations et procéder à une nouvelle livraison. La même procédure de vérification est répétée dans les soixante jours maximum à compter de la nouvelle livraison. La même procédure peut être renouvelée jusqu'au service fait valant admission des fournitures.

Le calcul des pénalités continue de courir pendant la procédure d'ajournement et de rejet. Un rejet ou un ajournement n'exonèrent pas le titulaire des pénalités de retard.

Les modalités de constatation de l'exécution des prestations stipulées au chapitre 5 du CCAG/FCS s'appliquent.

## 14. Livraisons

### 14.1. Modalités générales de livraison

La livraison s'entend selon l'incoterm DDP (delivered duty paid) CCI 2020, c'est-à-dire « rendu tous droits acquittés » à l'exception de la manutention et du déchargement sur site, et de l'assurance du transport, qui incombent en frais et risques au titulaire. Les fournitures sont livrées conformément aux spécifications indiquées dans l'offre technique du titulaire et dans les délais indiqués à l'annexe financière.

Les fournitures sont livrées par les soins du titulaire sur le site de Météo-France à Toulouse :

Météo-France  
DSO/DOS/CAPTEURS  
Marché n° 2536F0234  
42 avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex 1

Le titulaire doit informer le site de livraison de la date, éventuellement de l'heure, prévues pour la livraison et ce, au moins quarante-huit (48) heures à l'avance. Météo-France effectue au moment de la livraison les opérations de vérification quantitative, puis signe le bordereau de livraison.

A compter de la date de livraison, Météo-France a la garde de l'équipement livré et en a la responsabilité.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- la référence de la commande ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu. La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

#### 14.1.1. Emballage

Cet article déroge à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS.

Le matériel doit être emballé afin de permettre la manutention et le transport sans risques de détérioration. Le titulaire reste responsable des détériorations qu'un emballage insuffisant ou inadéquat peut entraîner, que l'emballage soit effectué par ses soins ou qu'il soit confié à une entreprise d'emballage.

L'article 20.2.1 du CCAG/FCS prévoit l'obligation pour le titulaire d'utiliser des emballages réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages sont conservés par Météo-France.

#### 14.1.2. Accès aux locaux

L'accès des personnels ou sous-traitants du titulaire aux locaux de chaque membre du groupement sur le site Météo-France est soumis aux conditions générales en vigueur exigées aux personnes étrangères à Météo-France.

Le titulaire ou son sous-traitant doit se rapprocher du correspondant technique de Météo-France, le coordonnateur, afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée du site, ainsi que son accompagnement vers les locaux. Des consignes particulières pour l'accès aux locaux de certains membres du groupement sont mentionnées dans le cahier des clauses techniques particulières. Ces intervenants doivent impérativement présenter une carte

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 8 / 16
--	---	-------------



professionnelle. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

Toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité est communiquée par écrit au titulaire.

## 14.2. Délais de livraison

### 14.2.1. Délais de livraison des fournitures objets du poste 1

Les fournitures objets du poste 1 sont livrées à Météo-France conformément aux délais indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du présent accord-cadre, sans qu'ils puissent dépasser un délai maximum de quatre (4) mois à compter de la date de notification du bon de commande concerné.

### 14.2.2. Délais de livraison des fournitures objets du poste 2

Les fournitures objets du poste 2 sont livrées à Météo-France conformément aux délais indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du présent accord-cadre, sans qu'ils puissent dépasser un délai maximum de quatre (4) mois à compter de la date de notification du bon de commande concerné.

## 15. Garantie

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée minimale d'un an à compter de sa date d'admission dans les conditions prévues par l'article 33 du CCAG/FCS.

Cette garantie couvre également les frais de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou son remplacement. En cas éventuel de retour en usine, les frais d'expédition sont à la charge de Météo-France et les frais de renvoi à Météo-France sont à la charge du titulaire (envoi en DDP CCI 2020, c'est-à-dire « delivered duty paid »).

## 16. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des systèmes d'observation est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction générale  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est la directrice de la Direction des Systèmes d'Observation. Elle est l'interlocutrice du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction des Systèmes d'Observation  
42 avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse cedex 1

Le correspondant technique de Météo France est la directrice des systèmes d'observation ou son représentant.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction financière  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 9 / 16
--	---	-------------

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable secondaire de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Agence comptable secondaire  
42 avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse cedex 1

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 22 du présent cahier des clauses administratives particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 41.1 du CCAG/FCS sont ramenés à huit jours.

## 17. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

## 18. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG/FCS.

## 19. Établissement des prix

### 19.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance et tous les frais de transports, emballage, livraison selon l'Incoterm DDP CCI 2020.

Les prix sont unitaires et révisables dans les conditions fixées à l'article 19.2 ci-après.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

### 19.2. Révision des prix

A l'issue de la première période de 12 mois, les prix seront automatiquement reconduits pour la seconde période de 12 mois, sauf demande d'ajustement formulée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois avant le terme de la période considérée.

Pour cette révision, le titulaire devra adresser à l'acheteur sa demande, faisant apparaître les prix initiaux, les indices et les coûts révisés sans que ceux-ci n'excèdent 1.5 % d'augmentation. Les prix ainsi révisés deviendront alors fermes pour la période suivante d'exécution du marché.

Le coefficient de révision des prix est calculé à l'aide de la formule paramétrique suivante :

$$P_1 = P_0 (0,15 + 0,10 IPP_1/IPP_0 + 0,20 FSD2_1/FSD2_0 + 0,55 ICHT-IME_1/ICHT-IME_0)$$

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 10 / 16
--	---	--------------

Dans laquelle :

- **P<sub>1</sub>** : prix révisé.
- **P<sub>0</sub>** : prix initial figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

**FSD2** : indice des frais et services divers « modèle n° 2 » publié par « Le Moniteur »

**ICHT-IME** : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés (ICHTrev-TS) – Industries mécaniques et électriques - Base 100 en décembre 2008 - identifiant : 001565183 publié par l'INSEE.

**IPP** : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 24.10 - acier pour la construction - Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes - identifiant : 010765837 publié par l'INSEE

**Valeur de base des indices** : Indice du mois de remise de l'offre soit juillet 2025.

**Valeur finale des indices** : Dernier indice définitif disponible à la date de la demande de révision.

La révision de prix est calculée par Météo-France, qui communique par tout moyen au titulaire les prix révisés.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Le prix révisé (P<sub>1</sub>) par application de ce coefficient est arrondi à la deuxième décimale la plus proche.

Si l'indice retenu cesse d'être publié, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice est effectuée par voie de modification au marché.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

### 19.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

## 20. Paiements

### 20.1. Avance

L'option B du CCAG s'applique.

Sous les réserves de la non-renonciation par le titulaire et du respect des conditions d'éligibilité prévues par le code de la commande publique, **le taux de l'avance est de 10 %**.

Ce taux s'applique au montant toutes taxes comprises des bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

## 20.2. Acomptes

Pour chaque bon de commande, le titulaire peut demander le versement d'un acompte équivalent à 40 % du montant total du bon de commande, sur présentation d'un rapport d'avancement. Le paiement du solde du bon de commande est effectué à l'issue de l'admission de la totalité des fournitures, et sur présentation de la demande de paiement.

### Modalités de paiement

Les prestations sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

## 20.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

## 20.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2536F0234
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable :36DSOA
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 12 / 16
--	---	--------------

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

## 21. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

## 22. Pièces et attestations à fournir

### 22.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

### 22.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

### 22.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

## 22.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

## 23. Pénalités

Pour chaque commande, le fournisseur est exonéré des pénalités si le montant des pénalités applicable est inférieur ou égal à cent euros hors taxes (100 € HT).

Pour chaque commande, les pénalités supérieures à cent euros hors taxes (100 € HT) sont dues et Météo France les récupère par précompte sur la facture concernée sans que Météo France ait l'obligation d'en informer le candidat au préalable.

### 23.1. Pénalités pour retard

Cet article déroge aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG/FCS.

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard des pénalités P calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P = Montant des pénalités

V = Montant HT de la fourniture concernée par le retard

R = Nombre de jours de retard cumulés pour chaque jour de livraison par rapport à la date contractuelle de livraison.

### 23.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 14 / 16
--	---	--------------

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

### **23.3. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale**

Aucune pénalité, cet article déroge à l'article 16.1.5 du CCAG/FCS.

### **23.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale**

Aucune pénalité, cet article déroge à l'article 16.2.3 du CCAG/FCS.

## **24. Résiliation**

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS).

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 22.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

## **25. Litiges et attribution de juridiction**

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG/FCS, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

Cahier des clauses administratives particulières Accord-cadre n° 2536F0234 – V1.2	Fourniture de pluviomètres réchauffés et de pièces détachées pour le réseau d'observation de Météo-France	Page 15 / 16
--	---	--------------



## 26. Dérogations

Les articles suivants du cahier des clauses administratives particulières dérogent aux stipulations mentionnées dans le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG/FCS
8	Notification		2 et 3.1.1
11.3	En cas de groupement d'opérateurs économiques		3.7.4 ; 3.8.4 ; 12.1.3 et 12.1.4
12.2	Insertion sociale		16.1
13	Opération de vérification - admission	Durée de 60 jours à la place de 15.	29 à 30
14.1.1	Emballage	Emballages conservés par Météo-France	20.2.2
16	Personnes désignées pour l'exécution des prestations	Dérogation partielle Huit jours à la place de trente	3.4.3 et o) du 41.1
19.2	Révision des prix	Dérogation partielle	10.2.2
23.1	Pénalités pour retard	Formule de calcul modifiée	14.1
23.3	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale	Pas de pénalités	16.1.5
23.4	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale	Pas de pénalités	16.2.3